

L'entretien de recherche avec les spécialistes du discours : retour réflexif sur le milieu des communicant·e·s politiques en France et au Brésil

Article inédit, mis en ligne le 19 décembre 2025.

Camila Moreira Cesar

Maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à Institut de la communication et des médias et chercheuse à l'IRMÉCCEN (EA 7546), Université Sorbonne Nouvelle camila.moreira-cesar@sorbonne-nouvelle.fr

Plan de l'article

Introduction

L'entretien de recherche en sciences humaines et sociales : défis méthodologiques et pratiques

La quête d'une parole « authentique » face à la réalité du terrain

Le déroulement des entretiens comme objet d'analyse

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article propose une réflexion sur les enjeux épistémologiques liés à la réalisation d'entretiens de recherche avec des communicant·e·s politiques travaillant auprès des responsables du pouvoir exécutif en France et au Brésil (2016-2019). En revenant sur l'expérience d'un double terrain, mené dans le cadre d'une thèse soutenue en 2020, il explore les défis spécifiques au recours à cette méthode de recherche rencontrés lors de l'étude d'acteurs spécialisés dans le contrôle de la parole.

Mots clés

Entretien de recherche, Communication politique, Communicant·e·s politiques, France, Brésil

TITLE

The research interview with discourse specialists: a reflective return on the field of political communicators in france and brazil

Abstract

This article offers a reflection on the epistemological challenges involved in conducting ethnographic interviews with political advisors working with executive power officials in France and Brazil (2016-2019). Drawing on the experience of a double fieldwork conducted for a doctoral thesis defended in 2020, it explores the specific challenges encountered with this research method when studying actors specialized in speech control.

Keywords

Research interview, Political communication, Political advisors, France, Brazil

TITULO

La entrevista de investigación con especialistas en discurso: un retorno reflexivo sobre el campo de los comunicadores políticos en francia y brasil

Resumen

Este artículo propone una reflexión sobre los desafíos epistemológicos asociados con la realización de entrevistas etnográficas a comunicadores políticos que trabajan con responsables del poder ejecutivo en Francia y Brasil (2016-2019). A partir de la experiencia de un doble trabajo de campo realizado en el marco de una tesis defendida en 2020, explora los desafíos específicos encontrados al estudiar a actores especializados en el control del discurso con esta metodología de investigación.

Palabras clave

Entrevista de investigación, Comunicación política, Asesores políticos, Francia, Brasil

INTRODUCTION

En revenant sur l'expérience d'un double terrain réalisé dans le cadre notre thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication (Moreira Cesar, 2020), auprès de 22 communicant·e·s politiques travaillant aux côtés des responsables du pouvoir exécutif en France et au Brésil (2016-2019), cet article analyse les défis épistémologiques et pratiques soulevés par l'utilisation de l'entretien comme technique d'enquête pour étudier ce milieu particulier d'acteurs.

Inspirée par d'autres travaux portant un regard critique sur les pratiques de l'entretien de recherche (Broustau *et al.*, 2012 ; Bourdieu, 1993 ; Chamboredon *et al.*, 1994 ; Demazière, 2012 ; Legavre, 1996), la démarche réflexive que nous proposons dans cet article a un double objectif. Il s'agit d'une part de confronter les représentations de l'entretien qui guident le ou la chercheur·e aux formes réelles et parfois imprévisibles qu'il prend sur le terrain, d'autre part, de revisiter notre terrain de thèse, en considérant cette fois-ci la « cuisine » des entretiens comme partie constitutive des discours produits par les communicant·e·s politiques que nous avons rencontré·e·s en France et au Brésil.

Dans un premier temps, nous aborderons les particularités de l'entretien et les enjeux que soulève le recours à cette technique d'enquête pour recueillir le discours d'acteurs habitués à la prise de parole publique. Dans un second temps, nous reviendrons d'abord sur les particularités ayant accompagné l'emploi d'un dispositif d'enquête de cette nature auprès de nos interlocuteur·ices pour ensuite analyser, d'un point de vue épistémologique et plus largement, les résultats obtenus dans notre thèse à l'aune des conditions de déroulement des entretiens. Pour ce faire, nous nous appuierons sur deux exemples représentatifs des jeux d'influence, des négociations et violences symboliques ayant traversé notre terrain en France et au Brésil.

L'ENTRETIEN DE RECHERCHE EN SHS : DÉFIS MÉTHODOLOGIQUES ET PRATIQUES

L'entretien, comme technique de recueil de données sur le terrain, est largement utilisé dans les enquêtes sociologiques, notamment en France. Méthode à coût faible et apparemment facile à maîtriser, il est utilisé pour « appréhender les interprétations que les individus font des situations et mondes auxquels ils participent » (Demazière, 2012, p. 30). Pourtant, sa mise en œuvre pratique semble résister à la formalisation méthodologique, et « les manières de faire *réellement* utilisées » par le·la chercheur·e restent dans l'ombre (Kaufmann, 2016, c'est nous qui soulignons).

La problématique de notre thèse, portant sur les enjeux démocratiques de la professionnalisation de la communication politique gouvernementale en France et au Brésil au prisme de ses praticien·ne·s, questionne les « grammaires professionnelles » (Lemieux, 2000), à savoir, les conceptions, valeurs et logiques de la communication et de la politique sur lesquelles s'appuient ces acteurs dans deux réalités nationales fort distinctes. Ainsi, en complément d'un corpus de documents et d'ouvrages servant à dresser un portrait biographique de ces acteurs, le choix de l'entretien comme technique d'enquête à privilégier, adossé à une posture épistémologique compréhensive, s'est rapidement imposé comme le moyen le plus pertinent pour recueillir des données originales au regard des questions que nous nous posons et de la visée qualitative de notre démarche.

Élément essentiel de la sociologie wébérienne, la démarche compréhensive doit respecter deux principes majeurs : le premier concerne la neutralité axiologique, soit le refus de tout jugement de valeur de la part du sociologue, le second repose sur le respect de la spécificité des phénomènes sociaux provenant de l'activité des acteurs, soit les caractéristiques du système d'action dont ils font partie (Weber, 1992 [1951]). L'adoption d'une posture réflexive par le ou la chercheur·e est donc une condition pour la réalisation de ce type d'entretien, le but étant de comprendre les acteurs tout en se transposant dans leur monde, et en restant attentif·ve au sens subjectivement visé par ces derniers. Elle impose à l'enquêteur·ice le défi de se soucier moins de l'obtention de résultats que de réfléchir, en permanence, à la façon dont ils ont été obtenus. Cela implique non seulement la nécessité d'envisager les entretiens comme un processus (Beaud et Weber, 2010) comportant plusieurs étapes - de planification, d'organisation et de réalisation - mais aussi de reconnaître le rôle actif et les effets co-produits par le ou la chercheur·e et par les enquêté·e·s sur le déroulement des interactions, les données collectées et l'interprétation des résultats. Entretien et observation sont dès lors complémentaires, car « une analyse achevée met en relation, pour chaque enquêté, son discours (enregistré dans l'entretien), ses pratiques (observées) et sa position objective (obtenue par accumulation d'indices) » (Beaud et Weber, 2010, p. 124). À cela, Broustau *et al.* (2012) ajoutent que la restitution des conditions d'accès à l'entretien fournit des pistes quant aux négociations, attentes et motivations des acteurs pour accepter ou, au contraire, refuser de participer. C'est pourquoi, expliquent les auteur·ices, le recueil de la parole des enquêté·e·s sur le terrain confronte les chercheur·e·s à plusieurs scénarios d'action, à l'entretien pensé, à sa réalisation et, enfin, à sa restitution. Ce travail de restitution est lui-même un matériel à mobiliser et à travailler, mais aussi un discours à analyser, à traiter et à traduire à partir d'une écriture spécifique qui « remet en scène » ces situations d'enquête (Charmillot et Dayer, 2007).

Si une partie significative des travaux en SHS réservent quelques pages à la présentation de démarches telles que la prise de contact avec les agents, la préparation des rencontres en amont et la durée des entretiens, moins nombreux, en particulier dans les SIC, sont ceux portant sur la « cuisine » de la recherche et sur sa place dans l'étude du corpus (voir Legavre, 2013 ; Broustau *et al.*, 2012). Dans ces travaux, sont pris en considération des éléments souvent omis de l'analyse mais qui interfèrent sur les résultats obtenus, à l'instar des effets de présentation de soi et de domination différenciée, la gestion des asymétries entre l'enquêteur·trice et ses interlocuteur·trice·s ou les disputes pour le contrôle de la parole et

l’interprétation des discours recueillis. La notion d’ethos (Goffman, 1973 ; Amossy, 2015) prend ici un statut particulier dans la mesure où cet aspect conditionne, d’une part, la façon dont les individus se présentent et, d’autre part, la façon dont le ou la chercheur·e les perçoit. Autrement dit, l’effet d’ethos dans le cadre d’échange affecte la dynamique de l’entretien et l’évolution du rapport enquêté·e-enquêteur·trice, d’où la nécessité d’en rendre compte afin d’assurer la rigueur de l’analyse des informations produites.

Notre double terrain nous ayant occupé pendant trois ans environ, nous avons eu le temps de nous familiariser davantage avec la technique de l’entretien, d’en repérer les biais, les points de vigilance et les tactiques à privilégier pour enquêter sur le milieu des communicant·e·s en France et au Brésil, ainsi que les enjeux soulevés par la distance sociale qui séparent les protagonistes des échanges. Nous avons par ailleurs consacré une partie de la section méthodologique de notre manuscrit à la présentation de notre dispositif d’enquête, tout en faisant, au moins formellement, preuve de réflexivité vis-à-vis des conditions de sa mise en pratique auprès de nos enquêté·e·s et de la production de leurs discours dans ce cadre spécifique. Si ces passages ont le mérite de rappeler la nécessité de considérer l’entretien comme une *relation sociale* (Bourdieu, 1993) et non comme une simple situation de communication (Grawitz, 1993), force est de constater que nous n’avons pas véritablement assumé les implications d’une telle interprétation lors de l’analyse des propos des communicant·e·s français·e·s et brésilien·ne·s recueillis grâce à cette technique. En effet, considérer chaque entretien comme une situation singulière à analyser par elle-même aurait été nécessaire pour rendre compte du « discours professionnel » de ces agents qui, habitués à la prise de parole publique, sont habiles « à produire une parole constamment contrôlée, qui ne dérape pas et qui dit ce qu’ils représentent plutôt que ce qu’ils sont » (Chamboredon *et al.*, 1994, p. 128).

Rétrospectivement, il nous paraît utile de revenir sur nos expériences d’entretien de thèse, afin d’interroger la place des « non-dits » du travail de terrain, les rapports de domination à l’œuvre lors des entretiens avec nos enquêté·e·s, et de considérer la manière dont les données produites par cette technique ne se restreignent pas aux propos, souvent perçus comme indigènes, recueillis dans ce cadre, mais s’étend à l’ensemble des interactions qui permettent à la situation d’entretien d’advenir.

LA QUÊTE D’UNE PAROLE « AUTHENTIQUE » FACE À LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Un premier obstacle auquel nous nous sommes confrontée lors du choix de l’entretien comme technique à privilégier dans notre thèse a été celui de notre appartenance disciplinaire. Ayant effectué l’ensemble de notre cursus universitaire en sciences de l’information et de la communication, nous n’étions pas suffisamment familiarisée avec les méthodes de nature ethnographique lorsque nous avons démarré notre doctorat. Afin de pallier cette lacune, nous nous sommes naturellement tournée vers des manuels en sciences humaines et sociales en langue française (Beaud et Weber, 2010 ; Kaufmann, 2016 ; Paillé et Muchielli, 2003), avant de nous lancer sur le terrain. Nous nous y sommes appliquée avec ténacité afin d’acquérir le savoir-faire (méthodologique, opérationnel et éthique) requis pour mener des « vrais » entretiens de recherche et recueillir les « bonnes » données pour notre étude.

Il était évident pour nous que la réussite de notre terrain reposait sur deux conditions principales. D’une part, il nous fallait gagner la confiance de nos interlocuteur·trices, en mettant en avant l’importance de leur participation à notre recherche et en soulignant le caractère scientifique de nos entretiens, afin de différencier notre démarche de celle employée dans d’autres contextes interactionnels auxquels ils·elles sont habitué·e·s, comme les entretiens journalistiques. D’autre part, il était essentiel de répondre à l’exigence de rigueur scientifique qu’impose cette technique, quitte à tomber dans un certain

« méthodologisme » (Beaud, 1996), afin de construire et de maîtriser le cadre de l'enquête, dans le but de faire émerger une parole « authentique » (Legavre, 1996).

Pour les initié·e·s, il n'y a rien d'étonnant à ce que ces objectifs aient rapidement été mis en cause par la réalité du terrain. Mais pour l'apprentie-chercheuse que nous étions, le décalage entre nos attentes vis-à-vis des interactions avec nos interviewé·e·s et les formes concrètes qu'elles ont prises a souvent été perçu comme un « échec ». Ainsi que l'expliquent Chamboredon *et al.* (1994), ces écarts entre l'entretien imaginé et l'entretien réalisé sont particulièrement « [...] délicats à maîtriser pour des novices qui ont une vision idéalisée de l'entretien et qui ont tendance à ressentir comme des entretiens ratés les interactions qui ne se conforment pas à cette représentation » (p. 114-115). Cependant, au lieu d'assumer comme un échec tout ce qui échappe au cadre fixé par le ou la chercheur·e, ces variations dans le déroulement des échanges rappellent que l'entretien est avant tout une interaction sociale (Demazière, 2012).

L'élaboration d'un protocole de recherche minutieusement conçu (guide d'entretien et terme de consentement libre et éclairé bilingues, message type, modalités de prise de contact, lieu des entretiens, etc.) visait à homogénéiser, dans un souci de cohérence du corpus, les démarches entreprises auprès de nos interviewé·e·s et à éviter tout dérapage sur le plan scientifique, quitte à figer, voire à stériliser en partie les échanges. Toutefois, la réalisation d'une première campagne d'entretiens en France nous a mise face à un certain nombre d'aléas inhérents à la situation d'enquête. Par exemple, ayant choisi de prendre contact par courriel, il fallait d'abord passer par le service de communication de chaque ministère, puis être prête à contacter par téléphone, à tout moment, les secrétariats des communicant·e·s sollicité·e·s et à les relancer. Sur le terrain, il fallait conduire l'entretien avec aisance, recadrer l'interviewé·e en cas de réponse inappropriée ou d'incompréhension, négocier la durée de l'entretien et obtenir son accord pour l'enregistrement. Ces actions, bien que banales, représentent des défis importants pour une doctorante encore peu à l'aise avec la méthode de l'entretien et socialement éloignée de l'univers social auquel appartient la majorité de ses interlocuteur·trice·s. Venant d'un milieu populaire où faire des études supérieures et surtout à l'étranger était exceptionnel, les interactions avec les communicant·e·s en France et au Brésil se sont avérées l'occasion d'éprouver, par moments, un double décalage, à la fois social et culturel, vis-à-vis du milieu d'acteurs sur lequel nous enquêtons - nous y reviendrons. Ainsi, situer socialement les protagonistes de l'entretien et considérer le poids de ces positions sur le déroulement des interactions apparaît comme nécessaire, tant pour interroger les limites de la posture de neutralité que le la chercheur·e est censé·e adopter que pour analyser la teneur des propos tenus par nos interviewé·e·s.

En dépit de la rigueur et de la « neutralité » recherchées par le dispositif d'enquête que nous avons conçu, les formes concrètes qu'ont prises les interactions sur le terrain se sont avérées moins maîtrisables. Nous avons fait face à des remarques sur la (non) pertinence de certaines de nos questions, à la difficulté à imposer parfois le fil rouge de l'échange, à des commentaires sur notre origine étrangère, en suggérant que celle-ci nous empêcherait de comprendre la culture politique française, et à la fierté de certain·e·s interviewé·e·s brésilien·ne·s d'être invité·e·s à parler de leur métier à une chercheuse qui réalise son doctorat en France. Tant d'exemples qui, plus ou moins marquants, soulignent à quel point les ressources sociales, culturelles et économiques des acteurs sont des participantes omniprésentes qui dictent le ton des interactions entre eux. Cela indique que, bien que l'on puisse supposer que l'enquêteur·trice occupe une position *a priori* dominante dans l'échange (Bourdieu, 1993), au sens où c'est lui qui établit les règles du jeu - la délimitation du sujet, l'élaboration des questions, entre autres -, ce rapport ne va jamais de soi. Ainsi que l'explique Legavre (1996, p. 214), même si le ou la chercheur·e a « le dernier mot » du texte écrit, il ou elle doit en effet très souvent gérer une relation où il n'est pas toujours dans une position avantageuse ». C'est pourquoi « l'entretien n'est (...) jamais seulement une "situation de communication", c'est un rapport de force pratique. Il est plus ou moins euphémisé mais il reste un rapport de force » (*Ibid.*, p. 216).

Les difficultés rencontrées dans la conduite des échanges, le sentiment de gêne éprouvé face à ses interviewé·e·s ou les comportements inattendus de ces dernier·ère·s doivent être considérés comme constitutifs du corpus et analysés en tant que tels, en ce qu'ils permettent d'appréhender autrement les interactions et d'y repérer les rapports de force à l'œuvre, le refus de se détacher ou bien à assumer certains rôles, ou encore la difficulté à traduire en mots un savoir-faire avant tout pratique comme c'est le cas pour les communicant·e·s politiques. Nous reviendrons sur ces éléments ci-dessous, afin de mieux saisir ce qui se joue réellement dans le cadre d'un entretien de recherche avec ces acteurs dont le métier repose sur leur capacité à cadrer les discours et à structurer une certaine grille de lecture de la réalité sociale.

LE DÉROULEMENT DES ENTRETIENS COMME OBJET D'ANALYSE

Comme le rappellent Chamboredon *et al.* (1994), « l'expérience n'est rien sans la réflexion qui l'accompagne, la guide et l'analyse » (p.132). À ce titre, plusieurs situations ou détails issus des entretiens que nous avons menés au long de notre doctorat mériteraient d'être problématisés. Compte-tenu des contraintes imposées, deux entretiens, sur lesquels nous reviendrons plus loin, semblent adaptés à l'exercice réflexif que nous proposons dans cet article. Le premier est celui mené avec un communicant français en 2016 et l'autre avec un homologue brésilien en 2017.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il apparaît nécessaire de clarifier les modalités d'organisation des entretiens avec nos interlocuteur·trices dans les deux pays.

Du côté français, où nous ne disposions pas de réseau offrant la possibilité d'accéder aux communicant·e·s politiques, la prise de contact a suivi un protocole assez impersonnel : envoi de la demande par mail, ce qui était parfois suivi d'un échange par téléphone avec le secrétariat ou l'interviewé·e lui-même, puis rendez-vous à son bureau, ou dans un café à proximité. À l'inverse, au Brésil, notre réseau d'interconnaissances dans le milieu journalistique a été précieux pour faciliter la réalisation de nos entretiens. Le fait d'être « recommandée » par une connaissance commune encourageait la prise de contact, qui se faisait souvent *via* WhatsApp, établissant ainsi une certaine proximité préalable avec nos interviewé·e·s brésilien·ne·s. Ces manières d'approcher le terrain importent en ce qu'elles contribuent à instaurer le rapport enquêté·e-enquêteur·trice, de même que les stratégies de présentation de soi à adopter.

Dans ce même ordre d'idées, le lieu de l'entretien constitue une donnée importante à intégrer dans l'analyse. Tant en France qu'au Brésil, le bureau occupé par les communicant·e·s au gouvernement a été le scénario privilégié pour accueillir nos échanges. Lors de ces entretiens *in situ*, il était possible de rencontrer nos interlocuteur·trice·s dans leur « habitat naturel » et d'expérimenter, ne serait-ce que pour quelques heures, leur quotidien dans ces lieux empreints de pouvoir. Cela nous a permis de fréquenter des locaux assez impressionnantes, qui portent en eux le poids de l'histoire, et aussi de croiser des personnalités politiques de renom, dont certaines venaient nous serrer la main - sûrement par erreur - lorsque nous attendions notre rendez-vous. Cependant, circuler avec aisance dans ces lieux du pouvoir et de pouvoir n'a rien d'inné lorsque l'on vient d'un milieu modeste et que l'on a grandi loin des centres de décision politique. Souvent laissé à l'initiative des communicant·e·s, le choix du lieu de l'entretien contribue en effet à la définition des places qu'occupent les protagonistes de l'échange. Il participe à la mise en scène de soi des interviewé·e·s, qui peuvent affirmer un certain statut ou renvoyer une image maîtrisée d'eux-mêmes. De la même manière, il impose au ou à la chercheur·e la capacité de se transposer dans le « monde » de ses enquêté·e·s, mais aussi de réfléchir à la manière dont ces « scènes » influencent l'interaction et la production des propos tenus par ces dernier·ère·s.

Enfin, un dernier élément à prendre en compte concerne notre statut de « doctorante » et

la manière dont les communicant·e·s interviewé·e·s interagissent avec cette information. En France, où le diplôme de doctorat n'est pas assez valorisé, nous avons été souvent placée au même rang que celui des étudiant·e·s. De plus, notre discipline, encore jeune et méconnue de ces acteurs, était souvent associée à une activité très pratique et opérationnelle, ce qui donnait parfois lieu à des propos assez généraux, jargonneux ou très simplistes - comme celui tenu par l'ancienne conseillère en communication du Président Emmanuel Macron, qui comparait l'homme politique à un « produit à vendre ». Au Brésil, en revanche, où le terme « docteur·e » est aussi utilisé dans le langage habituel pour désigner une personne détenant une forme d'autorité et la majorité de nos interviewé·e·s viennent de la communication et du journalisme, notre statut de doctorante en SIC, qui plus est dans une université française jouissant d'un certain prestige auprès des Brésilien·ne·s, a joué en notre faveur, certain·e·s interviewé·e·s s'étant même déclaré·e·s « flatté·e·s » de participer à notre recherche. Malgré cela, et dans les deux cas, le statut de doctorante ainsi que l'objet de notre thèse se sont fréquemment avérés être un enjeu dans les interactions avec nos interlocuteur·trice·s. Il tendait en effet à questionner la légitimité de leur expertise en communication politique, tout en suscitant une réflexion sur la manière dont ils et elles définissent leur propre rôle au sein de l'espace politique.

Expériences

France : Performer son rôle d'homme d'influence

Le premier exemple sur lequel nous reviendrons concerne cet entretien que nous avons mené en 2016 avec l'ex-conseiller en communication de Jean-Yves Le Drian, ancien ministre de la Défense durant la Présidence de François Hollande. Nous avons fait sa connaissance dans le cadre d'une table ronde avec des universitaires et des professionnels de la communication, où il était intervenu pour parler du rôle de la communication en politique.

Au moment où nous avons sollicité le communicant, il était déjà de retour dans une agence de communication parisienne dont il était devenu actionnaire. Notre demande d'entretien, envoyée par courriel, a été rapidement acceptée par l'enquêté. Il a proposé de nous retrouver dans le restaurant de l'hôtel Costes, rue Saint-Honoré, au cœur du 1er arrondissement de Paris, région historiquement habitée par les élites politiques locales (voir Pinçon et Pinçon-Charlot, 2004). Ce choix est dû au fait qu'il avait pendant toute cette journée-là des rendez-vous avec des clients au même endroit. Bien qu'il s'agît de notre premier entretien en dehors des locaux ministériels, nous n'avons pas pensé nous renseigner en amont sur le lieu choisi pour notre rencontre, ce qui nous a obligée, une fois sur place, à faire comme si ce type de rendez-vous, dans ce type d'endroit, nous était habituel.

En plus de devoir dissimuler la distance sociale qui nous séparait de notre enquêté, ce qui s'est cristallisé par le choix du lieu de l'entretien, d'autres situations au cours de la discussion sont venues déstabiliser le cadre des échanges tel que nous l'avions conçu. Par exemple, alors que nous venions d'expliquer que nous nous intéressions dans notre thèse aux formes de professionnalisation de la communication politique en France et au Brésil l'enquêté insiste sur le fait que la communication politique « n'est pas un métier » mais « une mission » que l'on assume auprès de quelqu'un avec qui on a un « chemin à faire ensemble ». Cette réponse ne nous étonne pas dans la mesure où nos recherches préalables sur le sujet montrent à quel point, en France, le rôle du communicant politique est encore relégué à un travail de l'ombre malgré son institutionnalisation (Legavre, 1993). Nous approfondissons donc en le questionnant sur les liens qu'il peut tisser entre le métier de conseil qu'il exerce et celui de communicant qu'il a été amené à exercer auprès de l'ancien ministre de la Défense. Ses réponses sont toujours formulées avec beaucoup de soin et révèlent la volonté d'imprimer une certaine vertu à son rôle de communicant dans le milieu politique - posture que nous avons par la suite également retrouvée dans les discours de ses pairs français (voir Moreira Cesar, 2023). À aucun moment, cependant, le communicant admet que son « engagement » envers la politique est également une ressource à valoriser et une expérience qu'il capitalise désormais auprès des clients de son agence de conseil.

S'il aurait été utile d'insister sur les porosités entre les mondes économique et politique pour explorer davantage les spécificités de la professionnalisation de la communication politique en France, nous n'avons pas toujours su mener pleinement notre rôle d'enquêtrice durant cet entretien. Alors que le lieu servant de décor à nos échanges cristallisait déjà l'asymétrie de notre relation, plusieurs interventions de l'interviewé nous renvoient à notre identité « étrangère », ce qui nous a conduite à adopter, inconsciemment, un comportement plus passif dans les interactions. À plusieurs reprises, par exemple, le communicant nous interrogeait sur le sens que nous donnions à tel ou tel mot employé dans nos questions, ce qui nous faisait douter de notre maîtrise de la langue française et de nos compétences en tant que chercheuse. Parfois, ses interpellations étaient plus incisives, comme lorsqu'il nous lançait « vous savez ça ? » ou « vous connaissez cela ? », « vous voyez qui c'est, telle personne ? », en parlant de la sphère politique ou médiatique en France. Ne connaissant pas bien toutes les références citées, nous nous sommes par moments senties désarçonnées et illégitimes, en tant que doctorante prétendument spécialiste de la communication politique, face à cette figure imposante et particulièrement astucieuse dans le maniement des mots.

Dans notre thèse, nous avons reconnu que ces remarques nous avaient « légèrement » déstabilisées, en vue de nous construire comme une jeune chercheuse habile et ingénieuse (Demazière, 2012) - tout en masquant, autant que possible, les « stratégies de dénégation de la distance sociale » (Legavre, 1996, p. 214) déployées auprès de nos interviewé·e·s. Ces stratégies, plus ou moins efficaces, produisent pourtant des effets et contribuent ainsi à la construction empirique du terrain. Aujourd'hui, il paraît pertinent de voir dans cet entretien deux limites de notre démarche. Tout d'abord, l'impossibilité d'adopter une posture de neutralité face à nos interlocuteur·trices, étant donné que nous occupons des positions sociales et que l'analyse de leurs discours ne prend du sens que lorsqu'ils sont mis en relation avec le contexte social, politique et culturel au sein duquel leurs propos sont produits. Ensuite, la difficulté à laquelle nous nous sommes confrontées a été d'articuler ces éléments contextuels avec l'ethos de ces acteurs (Amossy, 2015), de même qu'avec leurs manières de se représenter le métier de communicant·e politique dans le contexte français. Une lecture plus approfondie de ce qui se jouait dans les entre-lignes de nos échanges aurait ainsi permis de nuancer, au moins en partie, le discours professionnel et l'image d'homme d'influence inné qu'il cherchait à projeter - image que nous n'avons pas été en mesure de questionner lors de l'entretien.

Brésil : Recourir à l'autorité journalistique et académique pour réécrire son passé de communicant politique

Le second exemple concerne cet entretien particulièrement éprouvant que nous avons réalisé avec l'ancien porte-parole et conseiller en communication du Président Luiz Inácio Lula da Silva durant son premier mandat.

La mise en contact a été facilitée par une connaissance résidant à São Paulo, l'une des trois villes brésiliennes que nous avons parcourues pour réaliser nos entretiens, qui avait étudié à l'Université de São Paulo, où notre enquêté est professeur en science politique. Cela faisait plus de dix ans qu'il n'exerçait plus dans le domaine de la communication politique, et il privilégiait désormais ses identités de journaliste et de professeur universitaire. Ne voulant pas perdre l'opportunité de le compter parmi nos interviewé·e·s, nous avons fait abstraction de cette information plus ou moins mise en avant par l'enquêté lors de nos échanges par courriel. Il accepta alors de nous recevoir pour un entretien, avec une seule proposition de date possible, à la cafétéria de l'université. À quelques jours du rendez-vous, nous le relançons pour confirmer l'heure de la rencontre, ce à quoi il répond qu'il serait « difficile » de nous recevoir. En supposant que l'objet de notre thèse semblait le refouler, nous avons reformulé la présentation de notre requête, en privilégiant un certain « flou » quant au thème de notre recherche (Legavre, 2013), en insistant cette fois-ci sur l'intérêt que nous portions à son parcours professionnel. La technique a fonctionné, et nous arrivâmes à

maintenir le rendez-vous.

Le jour J, il arrive toutefois presque 1h en retard, nous annonce que l'entretien durera 30 minutes « impérativement » (sic), en posant sa montre sur la table. De plus, il passe les premières minutes de notre entrevue à tenter de nous convaincre de l'« inutilité » de discuter avec lui pour notre thèse, puisqu'il « n'était pas cela [communicant], mais un journaliste », et si nous voulions échanger avec lui, ce serait à ce titre. Son attitude nous étonne étant donné que, quelques années plus tôt, il avait justement été l'un des organisateurs d'un important recueil de témoignages des anciens porte-paroles et conseiller-ère·s en communication de Présidents brésiliens, dont la lecture a marqué notre parcours de chercheuse sur ce sujet. Consciente que notre démarche ne suscitait aucune empathie chez l'interviewé, nous avons choisi de lui parler de cet ouvrage comme un moyen détourné de l'amener sur le terrain de notre thèse. La stratégie a porté ses fruits, car elle nous a permis d'explorer, au cours de la discussion, un certain nombre de questions relatives au métier de communicant politique au Brésil (parcours universitaire et personnel, rapport à la politique, porosités entre communication et journalisme), ainsi que sur sa vision de la communication politique plus largement. À aucun moment, cependant, il n'a assumé son passé de communicant politique, ceci n'étant pour lui qu'une fonction qu'il a exercée à un moment précis de sa carrière de journaliste.

Tout dans cet entretien, de la prise de contact à la rencontre à São Paulo, laissait transparaître la volonté affirmée de l'interviewé de contrôler le cadre de l'échange, parfois avec une certaine agressivité. Ce contrôle passait entre autres par la valorisation de son identité de journaliste, jugée plus louable, semble-t-il, que celle de professionnel de la communication, qu'il cherchait à effacer et à nous empêcher d'accéder.

Or, chercher à orienter la perception des choses est justement l'une des missions phares du métier de communicant·e politique. Ainsi, ce que cet entretien révèle en fin de compte est que son savoir-être dans ce domaine persiste, et ce, bien qu'il cherche à promouvoir son image de journaliste vertueux. En outre, il montre à quel point la présentation de soi ne reflète pas forcément l'identité préexistante des acteurs - en l'occurrence celle de communicant·e - mais la construit dans la dynamique de l'interaction sociale (Amossy, 2015), au gré de ce qu'ils estiment être la « bonne » image à projeter.

Enfin, il paraît pertinent d'évoquer l'effet trompeur de la proximité, au moins supposée, entre l'enquêté et l'enquêtrice dans le cadre de cet entretien précis. Contrairement à l'exemple français, le fait de partager la même origine culturelle et d'avoir un parcours proche (en tant que journaliste et universitaire) de celui de notre interviewé était pour nous une évidence de la relation de connivence qui s'établirait entre nous. Néanmoins, ces éléments n'ont pas empêché le rapport de domination d'advenir, étant donné le ton professoral et le comportement autoritaire de l'interviewé à notre égard et dans ses propos, dans le but d'imposer une contre-interprétation de l'objet de l'enquête (Démazière, 2012) et de contrôler, plus largement, les discours produits à son égard.

CONCLUSION

Nous avons essayé de restituer notre expérience de l'entretien de recherche auprès d'une vingtaine de communicant·e·s politiques gouvernementaux en France et au Brésil. Notre démarche réflexive visait à exposer les défis méthodologiques et surtout pratiques auxquels nous nous sommes confrontée lors du choix de cette technique pour constituer le corpus de notre thèse.

Les enjeux ont été explorés à l'aune de deux exemples qui montrent d'une part les effets de la distance sociale entre l'enquêteur·trice et les interviewé·e·s sur les interactions et d'autre part les stratégies mobilisées par ces acteurs pour contrôler les interactions et façonner une présentation de soi compatible avec leurs objectifs. Ainsi que l'affirme Legavre

(2013, p. 50), « ce qui se joue dans la relation varie en fonction des positions sociales des deux interlocuteurs ». Dans le cas français, notre statut de doctorante étrangère issue d'un milieu modeste a fait face à un communicant habile dans le maniement des mots et habitué aux jeux d'influence du pouvoir. Nous n'avons pas su négocier notre « place » d'enquêtrice et nous imposer à cet acteur, ce qui a entre autres eu pour effet d'assumer ses propos comme des propos indigènes, alors qu'ils relèvent d'un discours professionnel produit par un spécialiste de la parole. Le cas brésilien, en revanche, témoigne du piège dans lequel le ou la chercheur·e peut tomber lorsqu'il ou elle surestime sa connaissance de la population étudiée et l'empathie que suscite sa démarche auprès des enquêté·e·s. Contrairement à nos attentes, les réticences de l'interviewé à participer à notre recherche traduisent sa volonté de garder intacte une certaine représentation de soi, celle d'un journaliste vertueux, dont les fondations seraient mises en cause par nos questions sur son passé dans la communication politique. Toutefois, la stratégie de l'évitement adoptée peut être associée à l'une des modalités d'action propres aux communicant·e·s politiques.

À l'aune de ces exemples, il est évident que la maîtrise théorique de l'entretien ne suffit pas à préparer le ou la chercheur·e aux formes concrètes du terrain. Notre étude sur le milieu des communicant·e·s politiques, a fortiori dans deux réalités nationales distinctes, nous a ainsi confronté aux limites de notre appareil d'enquête qui, malgré sa rigueur, n'a pas suffi pour atténuer « l'existence d'un rapport de force avec lequel il faut compter et tenter de jouer » (Legavre, 2013, p. 37) lors des échanges avec nos interlocuteur·trice·s. Cette caractéristique majeure de l'entretien de recherche s'est trouvée accentuée par les caractéristiques de la population étudiée. Dans la mesure où nous avions affaire à des acteurs spécialisés dans le contrôle de la parole, les interactions avec nos interviewé·e·s, malgré les difficultés auxquelles elles nous ont confrontée en tant que chercheuse, se sont révélées un moyen particulièrement riche pour saisir leurs représentations à l'égard de la communication politique et du métier de communicant, ainsi que leurs astuces pour promouvoir une image idéalisée d'eux-mêmes. En plus de donner la possibilité de nous transposer dans leur monde et de mieux saisir leur personnalité, les émotions qui les travaillent et leurs manières de se (re)présenter à autrui, les entretiens avec les communicant·e·s politiques ont favorisé une meilleure compréhension des spécificités en termes de formation, de modalités d'entrée dans le métier et de normes professionnelles qui régissent cette activité dans les deux réalités nationales. Ainsi, ils ont favorisé une meilleure perception de l'image de « spécialistes de la politique » privilégiée par les communicant·e·s étudié·s en France, de même que celle de « journalistes » praticien·ne·s de la communication politique identifiée chez les interviewé·e·s au Brésil (Moreira Cesar, 2023). Appréhender ces tendances dans les deux contextes aurait été particulièrement difficile sans le recours aux données extraites des entretiens menés auprès de ces acteurs.

Le recours à l'entretien de recherche, en particulier dans le champ des SIC, est donc un moyen d'accéder à des informations supplémentaires, souvent inaccessibles par d'autres techniques d'enquête. Toutefois, sa mise en œuvre exige du ou de la chercheur·e qu'il ou elle allie rigueur scientifique et inventivité méthodologique, afin d'adapter cet outil aux enjeux de la discipline, tout en opérant une réflexion constante sur la dimension relationnelle propre à cette méthode d'investigation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Amossy, R. (2015), *La présentation de soi : ethos et identité verbale*. PUF.
- Beaud S. (1996), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien «ethnographique» », *Politix*, n° 35, p. 56-74.
- Beaud S.; Weber, F. (2010), *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte.

- Bourdieu, P. (1993)., « La situation d'enquête et ses effets ». In Pierre Bourdieu (dir.). *La misère du monde*, Paris : Seuil.
- Broustau N. et al. (2012), « L'entretien de recherche avec des journalistes », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre o jornalismo*, vol 1, n°1, p. 6-13.
- Chamboredon H. et al. (1994), « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien ». *Genèses*, 16, *Territoires urbains contestés*, p. 114-132.
- Charmillot, M. et Dayer, C. (2007), « Démarche compréhensive et méthodes qualitatives : clarifications épistémologiques », *Recherches qualitatives*, hors série n° 3, p. 126-139
- Demazière D. (2012), « L'entretien de recherche et ses conditions de réalisation. Variété des sujets enquêtés et des objets de l'enquête », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, vol 1, n°1, p. 30-39.
- Goffman, E. (1973), *La présentation de soi. La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris : Les éditions de Minuit.
- Grawitz M. (1993), *Méthodes sociologiques*. Paris : Dalloz.
- Kaufmann, J. (2016), *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.
- Legavre, J.-B. (2013), « L'entretien. Une technique et quelques-unes de ses 'ficolles' ». In *Introduction à la recherche en SIC* (dir. S. Olivesi et al.), Presses universitaires de Grenoble, p. 35-55.
- Legavre, J.-B. (1993), *Conseiller en communication politique. L'institutionnalisation d'un rôle*. Thèse de doctorat en science politique. Paris : Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Legavre J.-B. (1996), « La 'neutralité' dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence ». *Politix*, vol. 9, n°35, p. 207-225.
- Lemieux C. (2000), *Mauvaise presse : Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*. Paris : Éditions Métailié.
- Moreira Cesar, C. (2023), « La place de la formation dans la structuration du milieu des communicant·e·s politiques au Brésil et en France ». *Revue Communication & professionnalisation*, n°14, p. 53-85.
- Moreira Cesar, C. (2020), *La professionnalisation de la communication politique gouvernementale et ses enjeux démocratiques en France et au Brésil*. Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication. Paris : Université Sorbonne Nouvelle.
- Paillé P. Mucchielli A. (2003), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.
- Pinçon M. et Pinçon-Charlot, M. (2004), *Sociologie de Paris*. Paris : La Découverte.
- Weber, M. (1992), « Essai sur le sens de la 'neutralité axiologique' dans les sciences sociologiques et économiques », in Max Weber. *Essais sur la théorie de la science*. Paris : Plon, 1992 [1951], p. 365-433.